

Pour sortir de la crise, la reconquête des services publics est incontournable

Les services publics font partie des grandes conquêtes sociales des salariés. Ils ont joué un rôle essentiel dans la reconstruction industrielle du pays, et ont été moteur dans l'essor économique et le développement social.

Aujourd'hui, ils sont si malmenés que leur existence même est en danger.

Au prétexte d'une dette publique qui hypothèque l'avenir des futures générations (nos enfants et petits enfants), il faudrait impérativement diminuer les dépenses publiques, réduire les services publics en supprimant des dizaines de milliers d'emplois publics, en opérant des coupes sombres dans les missions et en privatisant (poste, transport, enseignement, énergie, santé...). Et ce, chaque année.

Au nom de l'efficacité des services publics, il faudrait imposer le management du privé et une gestion purement comptable pour gagner toujours plus de gain de productivité. Et c'est en permanence les restructurations, les fusions de moyens et les disparitions d'implantations locales (écoles, bureaux de poste, hôpitaux, trésoreries, tribunaux, commissariats de police...) au détriment de la qualité du service public et de la relation humaine.

C'est tout un arsenal de réformes libérales que le gouvernement FILLON met en place pour arriver à ses fins :

Réformes de l'État, de l'hôpital, des universités, du service public de l'emploi, le livre blanc de la Défense, libéralisation de la poste et des télécommunications, de l'énergie, du transport ferroviaire, réforme des administrations territoriales de l'État, réforme des collectivités locales...

Aujourd'hui, les services publics sont en difficulté pour répondre aux besoins fondamentaux des citoyens (santé, éducation, logement...), assurer l'égalité d'accès, contribuer à la relance industrielle et au développement humain durable dans tous les territoires.

C'est ce que ressentent et expriment à juste titre de nombreux citoyens attachés et mobilisés pour les services publics : « votation citoyenne contre la privatisation de la Poste », contre les fermetures

de classes, pour garder l'hôpital ou la maternité de proximité, pour maintenir la gare, la trésorerie locale ou le centre de sécurité sociale, pour gagner la construction d'une nouvelle crèche ou d'une nouvelle maison de retraite tant les besoins sont importants.

C'est ce qui explique le profond mal-être des agents publics (fonctionnaires ou contractuels) et de tous les salariés du secteur privé qui exercent une mission de service public.

Le profit avant tout ! Ça suffit

La crise n'est pas finie. Les marchés financiers n'en finissent pas de lorgner sur les finances publiques comme source intarissable de leur profit. Le MEDEF et les actionnaires exercent de plus en plus de pression pour faire basculer dans l'escarcelle du secteur marchand les services publics rentables. Tous les secteurs d'activité sont dans leur ligne de mire (santé, social, sécurité, enseignement autant que le transport ou l'énergie...)

L'austérité injuste et inefficace

Les mesures d'austérité annoncées (augmentation de la TVA, des taxes pour les mutuelles, suppressions d'emplois publics et diminutions des budgets des services publics) sont profondément injustes et seront inefficaces comme les mesures précédentes. C'est encore les riches qui sont épargnés et les couches populaires qui sont les plus touchées.

De l'argent il y en a !

Si la croissance de la dette a été régulière depuis la fin des années 1970, une nette accélération est perceptible : d'abord en 2003 puis en 2007 résultat des très fortes baisses d'impôts et notamment le « paquet fiscal Sarkozy », ensuite à partir de 2008 avec la crise et le choix d'aider les banques et les grands groupes.

Pour s'attaquer aux racines de la crise, il faut aller puiser dans les richesses accumulées par ceux qui bénéficient :

↳ Niches fiscales : 35 Md € ce qui représente 14% de recettes fiscales nettes de l'État

↳ Niches sociales : 66 Md € ce qui représente 15% des recettes de la sécurité sociale.

En 2009, les salaires moyens des 50 patrons français les mieux payés atteignaient 3,06 millions € soit 1900 fois le smic et 928 000 € pour les présidents des conseils d'administration des entreprises du CAC 40 . Cette même année, les profits dégagés par ces entreprises s'élevaient à 47 milliards dont 36 ont été versés en dividendes aux actionnaires.

Des besoins, ils en ont !

Dans le même temps, 6 millions de personnes vivent avec moins de 750 €, 20% des salariés sont en dessous du SMIC, 3,5 millions de personnes non ou très mal logés, 4,5 millions de chômeurs... L'INSEE évalue quant à elle à 8 millions le nombre de pauvres en France.

Lutter contre toutes ces injustices et inégalités sociales, c'est exiger une autre répartition des richesses. D'autres choix sont nécessaires et possibles avec au centre des services publics de qualité.

C'est dans ce sens que la CGT lance une grande campagne nationale pour la reconquête des services publics :

- ↪ *Pour sortir de la crise, un projet ambitieux pour les services publics est indispensable*
- ↪ *Pour des services publics qui répondent aux besoins d'aujourd'hui, l'élaboration doit être démocratique en associant le plus de citoyens possibles*
- ↪ *Le financement doit être rénové et prendre en compte les profits financiers.*

L'Union Départementale des syndicats CGT 33 organise sur son territoire Jeudi 13 octobre une journée de conférences / débats sur le thème : « Campagne de reconquête des services publics. »

À la Bourse du travail 44 cours Aristide Briand 33075 Bordeaux :

Déroulement de la journée :

Matin

8h45 Accueil

9h00 Introduction de la journée : Corinne VERSIGNY, Secrétaire Générale UD CGT Gironde

9h15 Conférence- débat : *« les services publics sous les coups des réformes libérales »*

↪ La réforme territoriale : J. NICOLAS, Secrétaire National Fédération des Services Publics

↪ La réforme hôpital/santé/patients : C. TERREIRA Secrétaire Nationale Fédération Santé-Action Sociale

↪ La libéralisation du rail : L. RUSSEL, Secrétaire National Fédération des Cheminots

12h00 Conférence de presse déjeunatoire

L'après-midi

13h30 1^{ère} table ronde : *« Des services publics, pour qui et pour quoi faire ? »*

Participants :

Christophe DELECOURT, Représentant Confédéral CGT

J.M. DARMIAN, Vice Président du Conseil Général, groupe PS

J.J. PARIS, Vice Président du Conseil Général, groupe Front de gauche/ PCF

Y. D'AMÉCOURT, Groupe Gironde Avenir UMP/MODEM

15h00 2^{ème} table ronde : *« Services publics, quels financements ? »*

Participants :

P. TEJAS, Secrétaire Générale de la Fédération des Finances

J.M. HARRIBEY, économiste, membre du Conseil scientifique d'ATTAC

B. DEMIER, représentant de la CGPME

16h30 Synthèse et suite de la campagne

17h00 Projection du film «cheminots»

Inscriptions:

Union Départementale CGT de la Gironde Bourse du Travail 44 crs A. Briand CS 21685 33075 Bordeaux Cedex

site : <http://www.cgt-gironde.org> - mail : ud@cgt-gironde.org - Tel : 05.57.22.71.40 - Fax : 05.56.02.38.19